

Ibhar : A vau l'eau ?

Economie

Posté par: Visiteur

Publié le : 08-02-2009 19:24:19

C'est aujourd'hui, un fait avéré. Ibhar, le programme de mise à niveau et de modernisation du secteur de la pêche connaît de sérieuses difficultés.

Selon des sources proches du dossier, le plan Ibhar qui a été lancé, il y a près de dix mois pour soutenir les opérateurs et améliorer leurs outils de production, n'a pas encore atteint ses objectifs. Il y a deux semaines, une réunion s'est tenue à la Chambre de Pêche Maritime d'Agadir entre des professionnels de la région et Zakia Driouch, directrice de la Pêche. Objectif : faire le point sur ce plan de mise à niveau et de modernisation et examiner les différentes problématiques dont souffre aujourd'hui la filière. L'accent a été mis surtout sur l'adhésion des professionnels à Ibhar. C'est que le nombre d'opérateurs qui adhèrent à ce plan de mise à niveau reste, à ce jour, très insuffisant par rapport au nombre des bateaux ciblés par ledit programme, affirment les mêmes sources.

Du côté de l'Administration, Zakia Driouch se dit, malgré tout, confiante quant à l'aboutissement de ce programme de mise à niveau et de valorisation. « Certes le programme Ibhar met du temps à démarrer. Mais, c'est un programme qui devra connaître une vitesse plus grande, notamment avec les ajustements et les amendements qui ont été portés sur les cahiers de charges des opérateurs, en particulier ceux de la pêche côtière, ayant déposé leur dossier », précise-t-elle. Chiffres à l'appui, la responsable parle de quelque 1500 dossiers qui, à ce jour, ont été retirés.

Une chose est sûre, de l'avis des professionnels, dans ce contexte de crise et avec toutes les charges d'exploitation qu'ils subissent, les opérateurs ne sont pas très enthousiastes pour ce plan. Nombreux sont ceux qui n'y sont pas encore inscrits. C'est ce que confirme Abdelfattah Zine, directeur de la Chambre de Pêche Maritime d'Agadir.

Dans ce même ordre d'idées, des professionnels de la pêche côtière estiment qu'il ne s'agit pas seulement de moderniser la flotte, mais c'est tout l'environnement de l'activité qu'il faut améliorer (commercialisation, ports...). Pour ces mêmes opérateurs, le programme de mise à niveau et de modernisation ne répond aucunement à leurs attentes. D'abord, concernant le volet du remplacement des navires de pêche par de nouveaux bateaux, les professionnels considèrent que la subvention qui leur est octroyée est insuffisante. De plus, le Maroc n'est pas encore doté des normes nécessaires notamment en matière de construction des navires de pêche.

Pour Moulay Hassan Talbi, un opérateur de la pêche artisanale à Dakhla, « l'administration s'est, certes, engagée à apporter son soutien pour la mise à niveau et la modernisation de l'outil du secteur afin d'améliorer le rendement ». Mais, renchérit-il, « le secteur connaît aujourd'hui une véritable anarchie. Il est important, avant de lancer toute modernisation, de mettre en place de nouveaux textes législatifs qui seraient à même d'organiser le domaine ». Car, dit-il, la loi en vigueur ne réprime pas les opérateurs qui surexploitent les richesses du pays dans le domaine halieutique. C'est dire, selon Talbi, toute la difficulté, même avec des outils performants, de mettre un terme à la surexploitation des ressources nationales. Par ailleurs, et c'est là une autre contrainte qu'il faudrait

prendre en compte, l'armateur se dit préoccupé par la situation très précaire des pêcheurs, notamment au niveau de trois sites de pêche à Dakhla. « Dans ces sites, les pêcheurs manquent de logement décent, et même d'eau potable et d'électricité. C'est une problématique majeure à laquelle la solution attendue n'a pas été encore trouvée même avec ce programme de modernisation », affirme Moulay Hassan Talbi. Ce dernier estime que le programme de mise à niveau et de modernisation initié par le département de la pêche ne peut atteindre ses objectifs que si les conditions de vie et de travail des pêcheurs sont réellement améliorées.

Naima Cherii
Le Reporter